

Le Burundi et l'UE entament un dialogue concernant la levée des sanctions

RFI, 03/02/2021 Un dialogue politique entre le gouvernement et l'Union européenne a débuté ce mardi 2 février à Bujumbura. Les autorités burundaises et l'UE doivent discuter de la levée des sanctions budgétaires prises contre le pouvoir burundais au début de la crise 2015 notamment pour « de graves violations des droits de l'homme » imputées alors au régime en place.

Les premières sanctions dirigées d'abord contre plusieurs personnalités du régime, dont l'actuel n°2 du gouvernement et ministre de l'Intérieur, le général Gervais Ndirakobuca alias « Ndakugarika » (« Je vais t'attendre » en langue nationale), sont prises dès le début de la crise. Puis l'Union européenne suspend toute aide directe au gouvernement en mars 2016, un coup dur pour le pouvoir burundais qui perd ainsi son principal bailleur de fonds et voit s'envoler 430 millions prévus sur cinq ans. Mais c'est « sans effets » comme le disent les communicants du régime. Au contraire, l'Union européenne et ses États membres vont perdre toute influence dans le pays, au profit de la Chine et de la Russie. Les diplomates européens ne sont plus reçus dans aucun cabinet burundais, et sur le front des droits de l'homme, la répression contre l'opposition et la société civile s'accroît. Jusqu'à l'arrivée au pouvoir du général Evariste Ndayishimiye, qui a hérité après 15 ans de pouvoir du président Nkurunziza aujourd'hui défunt, dont cinq ans d'une grave crise politico-économique, un pays devenu l'un des plus pauvres au monde. Le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté est ainsi passé de 65 à 75% durant cette période. « L'Union européenne et ses États membres se sont rendus compte que les sanctions étaient contre-productives, le régime du CNDD-FDD a de son côté ressenti un besoin d'argent frais. Ces deux-là sont aujourd'hui faits pour s'entendre », analyse un diplomate africain.